



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative à relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11^e Fonds Européen de développement

Document relatif à l'action pour Sécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad (SAN)

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) Numéro CRIS: TD/FED/2016/038-874 Financé par le Fonds européen de développement	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République du Tchad L'action sera menée à N'Djamena (niveau central) et dans trois clusters géographiques couvrant en partie l'Ouaddaï/Wadi Fira, Guéra, et Tandjilé/Logone occidentale	
3. Document de programmation	Tchad – Programme Indicatif national du 11 ^e FED (2014-2020)	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Sécurité alimentaire, nutrition et développement rural (Secteur 1)	Aide Publique au Développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé : 156 325 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 156 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part de: - Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) pour un montant de 325 000 EUR	
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe – passation de marchés de services Gestion indirecte avec le PAM Gestion indirecte avec la République du Tchad	
7. a) Code(s) CAD	15110 - Politique publique et gestion administrative (19%) 12240 - Nutrition de base (20%) 14030 - Eau, assainissement et hygiène de base (22%) 31110 - Agriculture (19%)	

¹ L'Aide Publique au Développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

	21022 - Entretien des routes secondaires (20%)			
b) Principal canal de distribution	12000 Gouvernement bénéficiaire			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques	N/A			
10. Objectifs de développement durable (ODDs)	<p>Objectif de développement durable (ODD) principal : ODD 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable)</p> <p>ODD secondaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ODD3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) - ODD6 (Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau) 			

RESUME

La malnutrition reste un frein majeur au développement du Tchad. Parmi les enfants de moins de cinq ans, 40% accusent un retard de croissance et globalement 13% souffrent de malnutrition aiguë. On estime que 43% de la mortalité infantile est directement associée à la malnutrition. Les pertes économiques dues à la sous-nutrition au Tchad sont estimées à 9.5% du PIB par an.

L'objectif général de cette action est de promouvoir le développement socio-économique du Tchad par une réduction de la malnutrition.

Son objectif spécifique est de contribuer à une réduction significative de la prévalence de la malnutrition chronique au Tchad.

Cette action, d'une durée de 5 ans, financée par le 11^e FED à hauteur de 156 000 000 EUR, aura des résultats dans deux domaines :

(i) *la gouvernance et la budgétisation sectorielles sont renforcées*. Il s'agit d'appuyer la mise en place d'un cadre politique, institutionnel et budgétaire adéquats, basés sur des solutions techniques, dispositifs institutionnels et mécanismes de financement prouvés, performants et adaptés au contexte politique et socio-économique, pour lutter contre la malnutrition chronique et

(ii) *les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique parmi les populations vulnérables ciblées ont baissé de façon significative dans trois clusters géographiques très affectés par la malnutrition chronique*

Pour atteindre ce résultat, des investissements leviers viseront:

(a) un renforcement durable - également face aux changements climatiques - des systèmes de production et des moyens d'existence des ménages agro-pastoraux sont renforcés durablement;

(b) une amélioration de l'accès aux services de santé primaire, d'eau, d'assainissement et l'adoption de bonnes pratiques d'alimentation et d'hygiène familiales.

Les bénéficiaires directs (groupes cibles) de l'intervention sont les ménages vulnérables dans les zones d'interventions du programme. Les clusters géographiques retenus en raison de leur forte concentration de populations en état de malnutrition chronique et, pour certaines, aigüe, sont: le Ouaddaï/Wadi Fira dans l'Est sahélien, le Guéra dans la région montagneuse du centre du pays et la Tandjilé/Logone occidental dans le Sud-ouest soudanien.

Il est prévu que cette action s'articule étroitement avec un contrat de construction de l'appareil de l'Etat (« state-building contract ») triennal en lien avec la malnutrition.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Pays enclavé, dans un contexte géopolitique tendu et des menaces sécuritaires multiples dans les pays voisins, le Tchad a bénéficié depuis 2010 d'une situation interne plus apaisée. La population du Tchad est peu nombreuse et peu dense (13 millions d'habitants inégalement répartis sur un territoire de 1,3 millions km²) mais en croissance rapide (>3%/an) et majoritairement rurale (près de 80%). Le pays accueille presque 480 000 personnes déplacées² alors qu'une proportion importante de la population (38%) vit sous le seuil de pauvreté absolue³. Situé en zone sahélo-saharienne avec l'agriculture et l'élevage comme principale source de revenu, le pays est parmi les 10 pays au monde les plus vulnérables au changement climatique⁴.

Traditionnellement agro-pastoral, le pays est devenu un pays pétrolier en 2003 mais les retombées du pétrole sur le développement socio-économique tardent à se concrétiser (185^e sur 188 pays pour l'Indice de développement humain en 2015). La gouvernance, la gestion des finances publiques, le climat des affaires sont des défis importants pour accélérer le développement économique et humain. Les progrès dans l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été timides, à l'exception de l'accès à l'eau potable qui a

² Statistiques générales UNHCR 31/12/2015.

³ Proportion de la population pauvre disposant de moins de \$ 1,90 par jour. Le taux monte à 65% en considérant \$ 3.10 par jour (Banque Mondiale: <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.DDAY/countries> 05.11.2015).

⁴ ND-Gain4 -

dépassé l'objectif fixé de 60% ayant atteint 67% en 2015. L'extension des axes routiers a aussi connu des avancées significatives.

Le Tchad est confronté depuis fin 2014 à une crise double et profonde, budgétaire suite à la chute prolongée des cours pétroliers, et sécuritaire avec les conséquences multiples des attaques répétées de l'Etat islamique en Afrique de l'ouest (EIAO, ex Boko Haram).

La malnutrition reste un frein majeur au développement du Tchad. Les enquêtes nationales⁵ indiquent une situation de sous-nutrition à un seuil très critique selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : parmi les enfants de moins de cinq ans, 40% accusent un retard de croissance et globalement 13% souffrent d'une malnutrition aiguë. On estime que 43% de la mortalité infantile est directement associé à la malnutrition. Au total, 2,6 millions de personnes sont en insécurité alimentaire globale (20%) dont 1 million se trouvent dans une situation de crise (8,3%). Les pertes économiques dues à la sous-nutrition au Tchad sont estimées à 9.5% du produit intérieur brut (PIB) par an⁶. Ces niveaux alarmants résultent de diverses causes sous-jacentes dont nombreuses sont connues : faible disponibilité, accès et diversification alimentaire et haut niveau d'insécurité alimentaire, carences en micronutriments, insuffisance des soins maternels et infantiles, système de santé peu performant, niveau d'éducation bas, faible accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH), pratiques traditionnelles d'alimentation inappropriées.

La malnutrition s'observe aussi bien dans des régions structurellement déficitaires que dans des zones à fort potentiel agricole; ses causes vont bien au-delà de la disponibilité alimentaire. Le secteur agricole occupe une place importante dans l'économie du pays (près de 25% du PIB national⁷) tout en restant peu performant avec des systèmes productifs traditionnels de type extensif-pluvial qui sont hautement vulnérables aux changements climatiques: la Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) du Tchad⁸ indique l'agriculture et l'eau comme les secteurs plus vulnérables et les femmes et les enfants comme les groupes les plus affectés.⁹ Le pays est confronté à des crises alimentaires récurrentes qui ont conduit à la mise en place d'un dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires depuis plus de 20 ans sans achever sa pérennisation.

Le Tchad offre néanmoins des opportunités agro-pastorales significatives car une grande partie des terres irrigables est encore inexploitée¹⁰. Par contre, les filières porteuses¹¹ restent peu performantes et l'augmentation de la production vivrière au Tchad est trop faible par rapport à l'évolution de la demande. La base de connaissance et l'organisation des acteurs sont encore trop faibles pour améliorer l'efficacité des chaînes de valeur, créer de la valeur ajoutée et augmenter les revenus des petits producteurs et transformateurs.

L'enclavement généralisé des zones rurales est aussi une des causes sous-jacentes d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité des populations rurales au Tchad. Le mauvais état des routes et pistes, ayant pour conséquence directe le dysfonctionnement des marchés, ainsi que l'accès

⁵ Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED), Ministère de la Santé Publique (MSP) et ICF International, 2014-2015. *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS 2014-2015)*. Rockville, Maryland, USA : INSEED, MSP et ICF International. Enquête nationale de la sécurité alimentaire (ENSA) Octobre 2014, enquête SMART Novembre 2015 et rapport Cadre Harmonisé Avril 2016.

⁶ Etude sur le coût de la faim, Tchad, 2015.

⁷ Cf. Revue diagnostique des dépenses publiques de base dans le secteur de l'agriculture (World Bank, 2014).

⁸ CPDN à la Conférence des Parties 21 (COP 21) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

⁹ Programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques (PANA-TCHAD), 2010

¹⁰ Moins de 10% des superficies facilement irrigables estimées à 335 000ha ont effectivement mis en valeur (PNSA, 2010)

¹¹ Produits oléagineux, maraîchage, produits forestiers non ligneux, arboriculture fruitière, produits laitiers, etc.

difficile aux services de base, constitue ainsi un frein direct au développement de l'agriculture et un facteur d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Les efforts entrepris sous le Plan national de développement (PND, 2013-2015) du Tchad pour accélérer la croissance et impulser une dynamique de développement durable sont appelés à se poursuivre à plus long terme au cours des plans quinquennaux successifs prévus pour réaliser la *Vision 2030, le Tchad que nous voulons*¹². Les stratégies et politiques adoptées récemment par le Tchad établissent des liens explicites entre sécurité alimentaire, nutrition et résilience, et ouvrent la voie à une sortie graduelle de la réponse urgentiste vers une approche structurante de développement multisectoriel selon les principes "Liens entre action humanitaire, réhabilitation et développement" (LARD). Le Tchad a adhéré en 2013 aux initiatives internationales relatives à la nutrition et la résilience telles que AGIR et SUN, ce dernier soutenu par REACH¹³.

En 2012, l'Assemblée mondiale de la santé s'est fixée comme objectif de réduire d'ici 2025 de 40% le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition chronique, objectif auquel l'UE s'est engagée à contribuer pour 10%, c'est-à-dire au moins 7 millions d'enfants¹⁴. Le Tchad a reflété cet objectif par un engagement de réduire de moitié la prévalence de la malnutrition chronique au niveau national d'ici 2025, ce qui nécessite de renverser les tendances actuelles¹⁵ par des investissements supplémentaires importants, stratégiques et coordonnés. Les politiques nationales des secteurs contributeurs à la nutrition affichent une volonté d'impact sur la malnutrition mais ne définissent ni objectifs, ni stratégies, ni indicateurs de mesure, ni mécanisme de financement crédible.

Cette montée en puissance de la malnutrition au niveau politique s'est manifestée depuis 2014 par des réformes majeures des institutions et politiques sectorielles, particulièrement la création de la Direction de nutrition et de technologie alimentaire (DNITA) du ministère de la Santé Publique (MSP) qui a repris les enquêtes nationales nutritionnelles au Tchad et a organisé un forum national sur la nutrition et l'alimentation en avril 2015. Le Comité technique permanent de nutrition et d'alimentation (CTPNA), plateforme multi-acteurs et multisectorielle pour la nutrition, a été créé pour élaborer la politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA), adoptée en juillet 2015. Le plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation (PAINA) a été révisé en décembre 2015. Un Conseil national de nutrition et d'alimentation (CNNA) sera rattaché à la Primature avec pour objectif d'impulser, de diriger et de coordonner la mise en œuvre de la PNNA. Ce montage sera crucial pour coordonner la mise en œuvre de la politique de nutrition, par essence de nature multisectorielle.

Le *Plan national d'investissement du secteur rural* du Tchad (PNISR 2016-2022)¹⁶ est la traduction nationale du *Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en*

¹² Sous l'objectif principal d'un développement durable, le Tchad se donne quatre axes stratégiques, à savoir: (i) le renforcement de l'Unité Nationale ; (ii) renforcement de la bonne gouvernance dans un Etat de droit ; (iii) le développement d'une économie forte et compétitive et (iv) l'amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne. Le secteur agricole et la sécurité alimentaire constitueront une base économique et, via les emplois offerts, une base sociale du futur développement du Tchad.

¹³ Alliance Globale pour l'Initiative Résilience, Scaling Up Nutrition et Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition (coordination de 5 agences des NU: FAO, PAM, UNICEF, OMS, UNFPA).

¹⁴ Les priorités du Plan d'action de l'UE pour la lutte contre la malnutrition (2014) concernent la mobilisation politique et l'engagement des gouvernements, la mise à échelle d'actions au niveau national et les connaissances et l'innovation au travers du suivi-évaluation (y compris traçage des ressources) et de la recherche opérationnelle.

¹⁵ Au rythme actuel de réduction du retard de croissance infantile estimé à 0,3% par an et avec la poursuite des tendances démographiques et nutritionnelles actuelles, le nombre d'enfants de moins de 5 ans en retard de croissance augmenterait significativement au Tchad d'ici 2025.

¹⁶ Outre le PNISR, les sous-secteurs agriculture et élevage font l'objet de plans spécifiques : le « Plan Quinquennal pour le Développement de l'Agriculture au Tchad » (PQDAT 2013-2018), le « Plan National de Développement de l'Élevage » (PNDE 2010-2017), le « Schéma Directeur de l'Eau et de l'Assainissement » (SDEA 2003-2020), « Stratégie Nationale de Transport » (SNT 2011- 2020) et le « Cadre stratégique du transport rural » (en cours de finalisation).

Afrique (PDDAA) et le cadre stratégique de coordination et de planification de l'ensemble des interventions dans le secteur rural. Ses objectifs spécifiques portent, entre autres, sur l'amélioration du cadre de vie des producteurs ruraux, la résilience et la gouvernance. La maîtrise de l'eau et le désenclavement des marchés et des bassins de production sont considérés comme des leviers déterminants une amélioration durable de la sécurité alimentaire au Tchad. Il prévoit l'intensification et le développement durable des filières agro-sylvo-pastorales dans une logique de chaîne de valeur. Hormis la filière cotonnière (à redynamiser), les autres filières sont insuffisamment structurées et peu connues. L'accès aux semences de qualité constitue un défi majeur. Une politique semencière nationale est en cours d'élaboration. La transformation, le plus souvent basée sur des pratiques traditionnelles, offre une marge de progression très importante à mettre en relation avec le développement des groupements féminins. Le PNISR prévoit également le renforcement du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et reconnaît le rôle prépondérant joué par le *Système d'information durable sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce* (SISAAP) pour la gouvernance de la sécurité alimentaire (système à renforcer et à pérenniser).

Les besoins en investissements identifiés dans la stratégie sectorielle eau, assainissement et hygiène (EAH) sont substantiels, notamment pour une meilleure équité dans l'accès à l'eau potable et surtout à l'assainissement. Les progrès significatif en termes d'accès à l'eau potable, auxquels l'appui de l'UE a contribué très significativement, restent à la fois fragiles dans le contexte de croissance démographique et, du point de vue nutritionnel, largement insuffisants car l'utilisation de l'eau en terme d'assainissement et d'hygiène (EAH) reste marginale au Tchad¹⁷.

Le lien entre sécurité alimentaire et nutritionnelle et désenclavement rural est retenu dans tous les documents de planification et de programmations récents du Tchad¹⁸. La Stratégie nationale des transports (SNT) 2000-2009, en cours de révision, met l'accent sur le développement des infrastructures rurales (y inclus routes et pistes rurales) pour offrir des débouchés rapides aux produits locaux vers les centres de consommation, augmenter le pouvoir d'achat local par création d'emplois, et améliorer l'accès de la population aux denrées de base. Le désenclavement est également considéré comme levier du développement de la santé et de l'éducation, tout en favorisant la résilience des communautés. Toutefois, les investissements actuels dans le secteur du transport ont été jusqu'à présent pour l'essentiel orientés vers le désenclavement du pays (réseau national prioritaire, routes bitumées).

C'est dans ce contexte que le PIN du 11^e FED pour le Tchad alloue deux tiers de ses ressources financières à la lutte contre la malnutrition, élément important de la résilience des populations, particulièrement pertinente au contexte géopolitique fragile et stratégies correspondantes (Stratégie Sahel, appui au G5 Sahel, AGIR, adaptation aux changements climatiques). La présente action s'inscrit dans le cadre secteur 1 *Sécurité alimentaire, nutrition, développement rural*, dont il vise les trois objectifs spécifiques.

¹⁷ Les indicateurs principaux d'hygiène améliorée - accès aux installations sanitaires améliorées, utilisation régulière de savon, décontamination des récipients et moyens de transport d'eau - varient de 5 à 15% au Tchad (Source : MICS 2010 et MICS-EDS 2015).

¹⁸ La Stratégie Nationale de la Réduction de la Pauvreté (SNRP2), le Plan National de Développement (PND) 2013-2015, Le Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation (PAINA) 2014-2018, Le Plan National d'Investissement du Secteur Rural du Tchad PNISR 2016 – 2022.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

L'action cible trois clusters géographiques¹⁹ qui comptent une forte concentration de populations en état de malnutrition chronique et, pour certaines, également aiguë, clusters qui couvrent une partie du Ouaddaï/Wadi Fira dans l'Est sahélien, Guéra dans la région montagneuse du centre sahélo-soudanien et du Tandjilé/Logone occidental dans le Sud-ouest soudanien. Les deux premiers sont particulièrement soumis aux changements climatiques (CPDN).

Les bénéficiaires directs (groupes cibles) de l'intervention sont les ménages vulnérables dans les zones d'interventions du programme quel que soient leurs moyens d'existence prédominants²⁰. Ces populations bénéficieront d'apports multisectoriels qui contribueront à accroître durablement leurs revenus, à garantir l'accès aux aliments et à favoriser l'utilisation d'une alimentation équilibrée et saine.

Suivant une cartographie des acteurs et la vérification de sa validité dans les zones cibles, les parties prenantes institutionnelles – étatiques et non-étatiques concernées sont:

- Le mécanisme de suivi et coordination de la PNNA, le CNNA le CTPNA, et la DNTA ;
- Le Comité d'action pour la sécurité alimentaire et la gestion des crises (CASAGC) et son dispositif technique (SISAAP) ;
- Le ministère de l'Agriculture (MA), de l'Hydraulique (MH), des Infrastructures, du désenclavement et des transports (MIDT, par la DRPR²¹), de la santé publique (MSP), de l'Elevage (ME), de l'Environnement et de la Pêche (MEP), et de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATUH) ;
- Les ministères du Plan et de la Prospective (MPP) et des Finances et du budget (MFB) ;
- L'administration décentralisée, qui s'appuie sur les instances multisectorielles de développement local/régional que sont les comités d'action régionaux (CRA), départementaux (CDA) et locaux (CLA), et les services déconcentrés des ministères techniques susmentionnés ;
- L'Office national pour le développement rural (ONDR), organisme sous tutelle du MA ;
- Le Groupement des acteurs de l'entretien routier et des transports (GRADERT), partenariat public - privé, pour le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs privés dans le secteur;
- Les Organisations de la société civile (OSC) incluant associations et ONG, en particulier des associations de femmes très actives et bien implantées au niveau villageois ;
- Les organisations internationales spécialisées, et notamment les agences de Nations unies.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

L'analyse-diagnostic participative effectuée au niveau central et dans les trois clusters ciblés aussi bien pour les aspects « spécifiques » que « sensibles » à la nutrition a permis d'identifier pour chaque domaine les problèmes structurels, les contraintes et les leviers principaux pour atteindre l'objectif du Secteur 1 du PIN.

La situation de vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition des populations rurales est engendrée et entretenue par l'effet combiné de plusieurs facteurs, tels:

¹⁹ Retenus suite au travail d'un groupe interministériel, basés sur des critères objectifs, et suivant les principes de priorisation de la lutte contre la malnutrition chronique inscrits au PIN du 11ème FED.

²⁰ Sont considérés comme vulnérables les ménages dans les zones à plus haut risque selon les données de l'insécurité alimentaire, ceux avec enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et allaitantes et ceux qui ont à leur tête une femme seule.

²¹ Direction des Routes et Pistes Rurales

- Les insuffisances de la gouvernance et du financement public de la sécurité alimentaire et nutritionnelle traduites par des lacunes dans la planification locale/régionale/nationale, une gestion inappropriée des ressources et un manque de suivi de l’impact des interventions sur le développement socio-économique des populations cibles (compétences limitées des acteurs, faible couverture et manque d’innovation) ; manque de participation dans la décision et faible appropriation locale ; faible structuration des organisations professionnelles et/ou féminines limitant leurs capacités à orienter les investissements qui leur sont destinés ; ressources limitées des délégations régionales.
- Les politiques en matière de nutrition, tout comme de sécurité alimentaire, restent encore faiblement informées par des données probantes et une base d’information fiable fait défaut. Le financement public de la lutte contre la malnutrition reste à mieux appréhender, défi important de par sa nature multisectorielle et les problèmes rencontrés dans la gestion des finances publiques au Tchad, plus généralement. La mobilisation effective des ressources domestiques est critiquée²². Un mécanisme de coordination intersectorielle fait défaut.
- Faibles disponibilité, diversification alimentaire et résilience à l’insécurité alimentaire dues à la mauvaise performance des systèmes agro-pastoraux traditionnels à caractère extensif, fortement exposés aux aléas climatiques, responsables de stratégies de survie indésirables (migration économique, endettement) ;
- Faiblesse du pouvoir d’achat des ruraux du fait des faibles prix d’achat des productions et des prix de vente élevés des produits de 1^{ère} nécessité sur les marchés hebdomadaires, surtout lors des pénuries, saisonnières ou conjoncturelles. La structure des prix est due à l’enclavement des marchés hebdomadaires dans les zones de production (éloignement, état des pistes) et le manque de mise en concurrence des transporteurs et commerçants. L’enclavement limite également l’accès aux centres de santé pour les usagers comme pour le personnel qui y travaille.
- Les filières agricoles sont faiblement structurées : systèmes d’information des marchés inadaptés aux besoins ; petits producteurs-transformateurs non intégrés dans les chaînes de valeurs ; accès difficile aux semences améliorées / certifiées ; poids des corvées féminines ; insuffisance de transformation des produits et de stockage adéquat menant à la spéculation et faible pouvoir de négociation des petits producteurs (produits périssables) ; filières animales contraintes par manque de pâturages et points d’eau, l’insuffisance en services vétérinaires de proximité et dans l’offre d’aliments bétail, et environnement peu incitatif pour les élevages à cycle court. Filières « porteuses » manquant de données et d’études d’envergure préalables à l’élaboration de stratégies.
- Manque de maîtrise de l’eau par insuffisance de maîtrise des techniques (certaines peu coûteuses) et ouvrages de captage, de recharge de nappes, de petite irrigation, de conservation des eaux et des sols, faiblesse des capacités des acteurs (bureaux d’études, services techniques), de la maintenance des équipements qui se répercutent sur la qualité et la durabilité des ouvrages, faiblesse de la vulgarisation / appui-conseil, zones irriguées limitées en zone sahélienne, faible viabilité des grands aménagements hydro-agricoles collectifs en zone soudanienne.
- Le Tchad a résorbé une partie de son retard dans l’approvisionnement en eau potable mais les efforts doivent redoubler pour maintenir le rythme dans le contexte de la croissance

²² Par exemple, quelques 75% des ressources pour les investissements pour l’eau et assainissement viendraient des Partenaires techniques et financiers (PTF) du Tchad.

démographique très élevée, et pérenniser les investissements consentis. D'autre part, les progrès en matière d'assainissement et hygiène sont très insuffisants. De plus, les procédures de gestion et entretien sont déficientes et le Ministère de l'hydraulique doit affecter les moyens (financiers et humains) au niveau local pour un meilleur suivi et appui aux efforts des associations d'usagers de l'eau (AUE), des Comités de conseil et appui à la gestion (CCAG) des points d'eau, des comités de gestion des points d'eau (CGPE) et des artisans-réparateurs.

- Les structures sanitaires sont peu fonctionnelles et ne permettent pas de mettre en œuvre partout le Paquet minimum d'activités (PMA) par manque d'infrastructures, équipement, maintenance, faible disponibilité des médicaments, personnel mal réparti (concentré dans la capitale), peu qualifié et faiblement motivé. Les défis demeurent importants en termes de capacités du MSP à planifier, budgétiser et superviser les ressources du système sanitaire, affecter le personnel de santé nécessaire en régions et assurer la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels pour améliorer la couverture et la qualité de l'offre de soins reste au Tchad un enjeu important pour la lutte contre la malnutrition. Ces carences se répercutent sur la santé materno-infantile puisqu'espace des naissances, surveillance épidémiologique et dépistage des pathologies associées à la malnutrition, et accompagnement médical des femmes enceintes et des accouchements sont les principaux déterminants sanitaires pour la lutte contre la malnutrition.

Parmi les causes immédiates et d'impact majeur sur la malnutrition au Tchad, figurent un régime alimentaire très peu diversifié et pauvre en micronutriments (faibles disponibilité et accessibilité sur le marché, habitudes alimentaires inadéquates), de mauvaises pratiques d'allaitement et de sevrage, la consommation d'eau impropre par les enfants.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Fragilité régionale, chocs sécuritaires, économiques et climatiques à échelle régionale	M	<ul style="list-style-type: none"> - Actions complémentaires dans les régions frontalières du Tchad sur divers financements (MNJTF, Fonds fiduciaire, IcSP, FED et Budget UE) - Mécanismes de coordination régionale (AGIR, FEWSnet, SUN) - Appui budgétaire
Faiblesse des institutions, de l'appropriation et déficit de financement public	E	<ul style="list-style-type: none"> - Approche modulaire (les modules sectoriels peuvent être mis en œuvre indépendamment sans affaiblir la cohérence globale). - Subsidiarité des différents niveaux (du central au local) - Gestion contractuelle simplifiée - Dialogue des politiques, renforcement des capacités à différents niveaux et appui institutionnel sur la gouvernance et budgétisation - Appui budgétaire axé sur réformes des politiques
Déphasage des programmes sectoriels	M	<ul style="list-style-type: none"> - Incitation à la performance dans les différents domaines sous une seule convention de financement (possibilité de réallocations budgétaires) - Appui à la coordination intersectorielle - Respect du ciblage géographique - Période de contractualisation adéquate permettant le design et les travaux sous un même programme, et donc des économies d'échelle et une meilleure synchronisation

		- Solide cadre de suivi-évaluation rapproché et systémique
Faiblesse opérateurs	E	- Mesures d'accompagnement pour les opérateurs - Pérennisation des investissements en capacités d'entretien dans secteurs infrastructures (transport, eau). - Audits, suivi et évaluations externes réguliers
Risques climatiques (augmentation de la variabilité climatique et des périodes de sécheresse)	E	- Les infrastructures prennent en compte le changement climatique (climate-proofing).
Hypothèses		
Situation sécuritaire suffisamment stable pour la mise en œuvre des interventions. Redressement économique progressif dans le moyen-terme et mobilisation de ressources pour passer le cap Volonté politique pour institutionnaliser le dispositif national et décentralisé de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour la mise en œuvre effective des politiques nationales Et leur budgétisation crédible. Consolidation et pérennisation du dispositif du développement local et territorial en cohérence avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Les nombreuses interventions mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel à moyen et long terme se heurtent régulièrement à des contraintes de planification, de coordination (faible niveau d'implication du MSRSDR²³ et des CRA/CDA/CLA²⁴) et de pérennisation. L'appui au développement local sous le 10^e FED et la mobilisation des bénéficiaires autour d'actions décentralisées de développement social, économique et environnemental sont particulièrement pertinents en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le renforcement du dispositif CRA/CDA/CLA et la pérennisation institutionnelle d'un mécanisme de financement du développement local seront dès lors une pierre d'angle d'une appropriation des actions futures.

L'expérience de développement et humanitaire de l'UE au Tchad, sous le FED comme le Budget ont guidé la préparation de cette intervention ainsi que les conclusions et les recommandations de l'évaluation stratégique de la coopération UE-Tchad de 2008 à 2014, en particulier la nécessité de i) analyser en profondeur les facteurs de fragilité, ii) renforcer l'articulation d'entre les actions de développement, le dialogue sectoriel et le dialogue politique, iii) soutenir le développement des capacités à tous niveaux, iv) adopter une logique de subsidiarité (mise en œuvre au niveau le plus proche des bénéficiaires, avec les services déconcentrés et/ou décentralisés) pour soutenir la résilience des communautés et des structures de base de manière intégrée, v) cibler également les niveaux les plus hauts de l'administration pour la pérennisation des appuis. Cette intervention capitalise également sur des appuis-pilotes sous le 10^e FED en matière de santé (politique de contractualisation), sur les politiques de gratuité des soins pour les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, et d'une politique de couverture sociale universelle naissante. La durabilité financière et organisationnelle des investissements dans le secteur de l'eau, assainissement et hygiène (EAH), et de l'entretien routier et désenclavement rural, sera aussi renforcée. La mise en place d'un système d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce (SISAAP), appuyée par l'UE, joue un rôle clé dans le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et des catastrophes. Ce dispositif doit être pérennisé et financé de façon adéquate par l'Etat.

²³ Mécanisme de Suivi de la Réunion Sectorielle sur le Développement Rural à travers la Cellule Permanente de suivi / PIDR / MPCl.

²⁴ Comité Régional / Départemental / Local d'Action

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Les partenaires qui ciblent spécifiquement la nutrition sont essentiellement l'UE, le Department for International Development (DFID) (via ECHO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). D'autres appuient des activités « sensibles à la nutrition » (développement rural, EAH, mobilité rurale et résilience) sont plus nombreux: Agence française de développement (AFD), Coopération Suisse, Banque africaine de développement (BAD), Banque mondiale (BM), Banque islamique de développement (BID), Fonds Global de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, Alliance du vaccin (GAVI) et agences des Nations Unies (NU). La coordination et complémentarité des interventions doit être renforcée. Le Tchad a adhéré au mouvement SUN et a souscrit au REACH en 2013, ce qui a permis des avancées dans le dialogue sectoriel politique (y compris sur la budgétisation) et dans la coordination des activités en lutte contre la malnutrition.

La Délégation de l'UE, chef de file des partenaires pour le SUN au Tchad, participe aux groupes thématiques des PTF santé, EAH (dont elle est chef de file), et développement rural/agriculture.

Une étroite coopération avec les programmes pertinents des agences des NU (y inclus le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria et l'Alliance du vaccin GAVI auxquels l'UE contribue) sera recherchée, au niveau régional et au niveau stratégique à travers le REACH. Des synergies seront recherchées avec le programme « PASTOR » financé sous le 11^e FED (secteur 2 du PIN), mis en œuvre en étroite coordination avec l'appui de l'AFD au pastoralisme, et, dans la mesure du possible avec le Programme de renforcement de l'élevage pastoral au Sahel (PREPAS) et le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), sous financement de la Suisse et Banque mondiale (BM) respectivement.

Le plan de mise en œuvre humanitaire (HIP) 2016 d'ECHO porte sur une allocation de presque 50 000 000 EUR. La stratégie ECHO soutenue par DFID se concentrera spécialement sur l'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris un appui au traitement de la sous-nutrition aiguë par une approche communautaire et intégrée à la santé et via une approche multi-sectorielle EAH et protection sociale des transferts monétaires) dans une approche de transition entre l'aide humanitaire et l'aide au développement (LARD), et aux besoins humanitaires des personnes affectées par les crises. Le LARD sera également assuré en santé nutritionnelle par la « stratégie des 1000 jours ».

Cette intervention est également complémentaire géographiquement des interventions en lien avec la résilience et le développement local qui seront financées par le fonds fiduciaire de l'UE²⁵, fenêtre « Sahel-Bassin du Lac Tchad ». Enfin, un 2^e appui budgétaire sous forme de contrat de consolidation de l'Etat triennal en lien avec la malnutrition est prévu, poursuivant la dynamique enclenchée en 2015 et l'appui à la réforme de la gestion des finances publiques et la mise en œuvre des politiques nationales (dont la lutte contre la malnutrition). D'autres PTF (BAD, BM) envisagent un appui budgétaire en 2016, centré sur la gestion des finances publiques et sans apport direct d'assistance technique.

3.3 Questions transversales

Malgré des améliorations notoires en ce qui concerne la **situation des femmes**, le pays se classe 140 sur 142 pays étudiés dans le *Gender Gap Index 2014*. Le programme contribuera à l'égalité des sexes en se concentrant sur la prestation de services efficaces pour la nutrition,

²⁵ Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE dédié à la stabilité et aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique.

l'accès aux soins de bases et aux services améliorés en eau potable et assainissement, l'appui à l'entrepreneuriat agricole des femmes et à leur participation dans les structures de décision.

L'approche basée sur les droits est très présente dans l'action par l'accent mis sur les plus vulnérables, l'accès aux services de base sociaux et économiques, le rôle accordé aux bénéficiaires comme acteurs de leur propre développement (appui à la gouvernance locale ; accompagnement du déploiement d'une Agence nationale d'appui au développement local.). Les liens seront également établis avec la mise en œuvre progressive de la Stratégie nationale de protection sociale (notamment par les transferts sociaux à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre).

Les technologies respectueuses de **l'environnement** ayant fait leurs preuves au Tchad et en Afrique de l'Ouest devront être privilégiées notamment en matière de maîtrise de l'eau, de même qu'une approche ACI (Agriculture climato-intelligente), en ligne avec les orientations pour l'adaptation au changement climatique de la CPDN. Les bonnes pratiques culturelles et la maîtrise de l'eau contribueront à lutter contre la désertification.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif général du programme est de promouvoir le développement socio-économique du Tchad par une réduction de la malnutrition.

Son objectif spécifique est de contribuer à une réduction significative de la prévalence de la malnutrition chronique au Tchad.

Les résultats sont les suivants :

- (i) la gouvernance et la budgétisation sectorielles sont renforcées et
- (ii) les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique parmi les populations vulnérables ciblées sont réduits de façon significative dans trois clusters géographiques très affectés par la malnutrition chronique.

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles des ODD, notamment l'Objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable), mais également les Objectifs 6 (Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau) et 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Cela n'implique pas d'engagement de la part de la République du Tchad qui bénéficie de ce programme.

4.2 Principales activités

Résultat 1: Gouvernance et budgétisation Il s'agit d'appuyer la mise en place d'un cadre de politiques, institutionnel et budgétaire adéquats, basés sur des solutions techniques, dispositifs institutionnels et mécanismes de financement prouvés, performants et adaptés au contexte politique et socio-économique, et prenant en compte le changement climatique, pour lutter contre la malnutrition chronique.

- i. Appui à l'appropriation des initiatives internationales (AGIR, SUN), plaidoyer et inclusion de ces priorités dans les politiques et plans à différents niveaux ;
- ii. Renforcement a) de la gouvernance nationale et sub-nationale (services déconcentrés et articulation avec les instances de développement local et régional) des interventions en appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, b) de leur institutionnalisation y compris

- les cadres de coordination et suivi multisectoriels (notamment de la PNNA, c.à.d. CNNA et CTPNA), c) de la base de connaissance par la recherche/action sur les causes de la malnutrition et sur les impacts des actions pour informer le rapport coût-efficacité des politiques;
- iii. Traduction de ces priorités en termes de dépenses sectorielles, suivi des ressources pour les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition, et mécanismes de financement public consolidés par planification participative ;
 - iv. Consolidation du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles piloté par le CASAGC et du système d'information qui le sous-tend, le SISAAP, au niveau national et déconcentré, système qui alimente le suivi et le dialogue politique. Le SISAAP doit être pérennisé et intégrer les systèmes d'information sur les marchés (SIM Bétail et SIMPA²⁶) revitalisés pour répondre aux besoins ;
 - v. Appui au Ministère de l'agriculture pour l'opérationnalisation de la politique nationale semencière (plan d'action national, création d'un réseau de distribution, etc.), et pour le développement de la petite hydraulique agricole et des filières porteuses (études) ;
 - vi. Adoption et l'appui à l'opérationnalisation d'une politique nationale concertée de transport rural, y compris l'appui à la budgétisation des dépenses d'entretien ;
 - vii. Appui stratégique, institutionnel et technique à la mise en œuvre des politiques et approches d'assainissement dans divers environnements ;
 - viii. Appui au développement et à l'opérationnalisation des politiques de santé communautaire, de couverture sociale universelle de santé et à l'intégration des questions de nutrition ;
 - ix. Amélioration de la performance des ministères et institutions concernées (MPP pour la coordination et le développement local, santé nutritionnelle (DNTA du MSP), eau et assainissement (MH), ministère des Infrastructures et des Transports (DRPR), DG Génie Rural du Ministère de l'Agriculture, ONDR et structures locales (CRA/CDA/CLA), des Délégations et services déconcentrés ;
 - x. Appui à la préparation/mise à jour des plans de développement local (PDL) sensibles au genre et à la nutrition, et accompagnement de la mise en place d'un dispositif pérenne (type agence/fonds fiduciaire) de financement et d'appui au développement local.

Résultat 2: Insécurité alimentaire et malnutrition chronique réduite dans les populations vulnérables ciblées des trois clusters géographiques. Il s'agit de réduire significativement, par des investissements leviers, les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique parmi les populations vulnérables ciblées dans les trois clusters géographiques du Ouaddaï/Wadi Fira, Guéra, et Tandjilé/Logone occidentale, retenus en raison de leur forte concentration de populations en état de malnutrition chronique et, pour certaines, aigüe.

Les actions à entreprendre viseront:

Volet 1: un renforcement durable - également face aux changements climatiques - des systèmes de production et des moyens d'existence des ménages agro-pastoraux;

²⁶ Deux systèmes d'information des marchés (SIM) existent au Tchad, dont le SIM des produits agricoles (PA).

Volet 1a : appui à la gestion durable des ressources naturelles, en particulier l'eau pour sécuriser les systèmes agro-pastoraux par la réalisation d'ouvrages/aménagements adaptés pour la mobilisation de l'eau et la petite irrigation à travers un processus de planification locale.

- i. Aménagement de quelques 8.000 Ha, à titre indicatif, en petite irrigation (collective, familiale) et petits périmètres irrigués, et réalisation de seuils d'épandage/ recharge de nappes à vocation agricole et pastorale;
- ii. Amélioration de la durabilité et efficience des services d'appui pour la gestion de l'eau, y compris l'entretien/la maintenance et le renouvellement des équipements.

Volet 1b : appui à l'accessibilité et la mobilité rurale en vue d'un désenclavement durable des bassins de production et marchés ruraux hebdomadaires.

Ce désenclavement vise un accroissement du pouvoir d'achat des ruraux (augmentation des prix de vente des producteurs, diminution des prix d'achat des produits de première nécessité), surtout pour les plus vulnérables et jeunes, un meilleur accès aux services économiques et sociaux, une disponibilité des produits alimentaires meilleure et plus stable. La réalisation/entretien des travaux par des petites et moyennes entreprises (PME) locales avec un recours à des techniques de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) permet la création des emplois et les transferts monétaires productifs réguliers et prévisibles à la population rurale. Un accent sera mis sur la pérennisation institutionnelle.

- i. Aménagement par traitement des points critiques des pistes de desserte des marchés hebdomadaires (à titre indicatif 550 Km), environ 310 Km de routes secondaires assurant la connexion de ces marchés avec les marchés d'intérêt régional, ainsi que des sentiers (870 Km environ) de drainage connectant les villages et les zones de production aux marchés d'intérêt local ;
- ii. Entretien pendant trois ans des pistes et dessertes aménagées par des combinaisons de techniques HIMO²⁷ (pour les points critiques dans les zones sahélo-sahariennes) et mécanisées adaptées aux contraintes particulières de chaque zone ; à titre indicatif, 1.740 km de pistes seront entretenues chaque année, soit 5.220 Km sur 3 ans ;
- iii. Amélioration de l'accessibilité aux moyens de transport adaptés (charrettes notamment).

Volet 1.c : Appui aux initiatives locales de renforcement des filières agricoles et aux organisations professionnelles, en particulier des initiatives féminines, pour le développement économique rural.

- i. Appuyer la structuration et capacitation des organisations de producteurs et associations féminines dans les clusters pour leur permettre de jouer leurs rôles divers (prestataires de services, plaidoyer, ancrage pour l'élaboration de projet et recherche de financement) ;
- ii. Accompagner les filières agricoles porteuses locales, en particulier à haute valeur nutritive, au niveau de l'amont (accès aux intrants, semences, engrais, équipements, crédit rural, etc.), de la production (disponibilité des ressources naturelles, eau, terre, etc.), de la transformation, conservation et du stockage et, la commercialisation (y compris mise en place de champs-écoles pour la vulgarisation des semences de qualité, itinéraires culturaux) ;
- iii. Promouvoir une diversification des systèmes de production afin de garantir une augmentation durable des revenus et une disponibilité diversifiée d'aliments ;

²⁷ Les tâches exécutées en HIMO devraient représenter environ 75% du budget global d'entretien

- iv. Réalisation d'activités d'accompagnement visant l'intensification des systèmes productifs agro-pastoraux et l'intégration des femmes dans les systèmes (vulgarisation agricole / approches champs écoles des producteurs (CEP), formation, appui aux associations féminines, etc.) dans une perspective sensible à l'objectif d'amélioration de la nutrition.

Volet 2: une amélioration de l'accès aux services de santé primaire, d'eau, d'assainissement et l'adoption de bonnes pratiques d'alimentation et d'hygiène familiales.

Volet 2.a - Amélioration de l'accès à et utilisation de l'eau potable, assainissement et hygiène, notamment par :

- i. des investissements priorités (pour la réalisation/réhabilitation d'ouvrages d'accès à l'eau potable et latrines collectives) pour leur effet levier sur la santé nutritionnelle, et leur effet exemplatif (infrastructures scolaires et de santé), ciblant les foyers épidémiologiques critiques (écoles, infrastructures de santé et services publics, marchés hebdomadaires et régionaux, lieux de passage) ;
- ii. des ouvrages dans des villages (pompes à motricité humaine, PMH) ou petits centres (adduction d'eau potable, AEP).

A titre indicatif, il est prévu de réaliser 630 forages positifs, 42 nouvelles AEP et 150 nouvelles latrines publiques, et de réhabiliter 90 forages et 50 latrines publiques.

- iii. la consolidation des acquis en matière de gestion et entretien par appui aux artisans-réparateurs (recrutement, formation, équipement, dynamisation) et à leurs faïtières, au système de CCAG et aux capacités des CGPE et AUE ;
- iv. promotion massive des bonnes pratiques hygiéniques visant au changement durable de comportement, en lien direct et systématique avec une promotion de l'assainissement et l'éducation nutritionnelle, par tous les outils de communication appropriés et par le système scolaire pour toucher un public général, sur base de messages et outils dont la cohérence et unicité a été validée au préalable.

Volet 2.b – Prévention de la malnutrition au travers du paquet minimum d'activités

- i. Renforcement de la prévention et la prise en charge de la sous-nutrition maternelle et infantile grâce aux soins maternels et infantiles dans le cadre du paquet minimum d'activités (PMA), tant par renforcement de l'offre et de l'accessibilité (qualité, accès financier, proximité/mobilité) que de la demande (promotion, éducation nutritionnelle). Le focus sera sur la « fenêtre des 1000 jours », c'est-à-dire le suivi du développement de l'enfant de la conception de l'enfant à 2 ans d'âge, et donc également les mères (femmes enceintes et allaitantes).
- ii. Renforcement des capacités du personnel soignant et de ses relais communautaires (comités de santé (CoSAN) au niveau villageois, comités de gestion (CoGES) au niveau des centres de santé, associations de femmes pour le changement de comportement, axé sur les activités préventives (hygiène, consultation prénatale et consultation préventive de l'enfant, allaitement maternel précoce et exclusif, nutrition de la mère et de l'enfant) ciblant les connaissances, habitudes et pratiques indispensables pour la prévention des maladies liées à l'eau/hygiène et de la malnutrition.
- iii. Sensibilisation des communautés sur les bénéfices de la prévention en mettant l'accent sur la santé communautaire et éducation systématique des usagers des services, des mères aux bonnes pratiques d'hygiène et de nutrition (préparation de farines enrichies à l'aide de produits locaux).

- iv. L'attribution d'un prix et financement sur l'excellence des structures de santé (classification par étoiles par exemple, donnant droit à une subvention supplémentaire pour la structure).

4.3 Logique d'intervention

Le programme appuiera les efforts du gouvernement pour privilégier une approche intégrée, multisectorielle, de développement à moyen et long-terme, institutionnalisée, pilotée aux niveaux politique et budgétaire, articulée avec la réponse humanitaire de court-terme, dans l'optique d'un renforcement de la résilience. Le suivi-évaluation informera les politiques sur le rapport coût / efficacité des mesures dans divers contextes du Tchad. L'approche combinera ainsi i) des interventions sensibles à la nutrition et d'autres spécifiques à la nutrition, et ii) un appui «*amont*» ciblant la gouvernance, budgétisation, coordination et le suivi/évaluation couplé à un appui «*aval*» ciblant les communautés et renforçant les dynamiques de développement local. Il est prévu que le programme accompagne un appui budgétaire sous la forme d'un «*State building contract*» (SBC) triennal si les conditions de mise en œuvre en sont confirmées. Une attention particulière sera portée à la complémentarité avec d'autres actions de l'UE et/ou des PTF et à la capitalisation et consolidation des acquis du 10^e FED dans divers domaines pertinents (contractualisation en matière de santé, développement local, appui institutionnel au transport routier, etc.).

Les actions proposées visent les principaux leviers identifiés par les parties prenantes pour des impacts rapides et durables sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité) : gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; maîtrise de l'eau agropastorale ; amélioration de l'accessibilité et de la mobilité rurale au niveau des bassins de production et des marchés ; structuration de la société civile rurale et renforcement des filières agricoles ; amélioration de l'accès à, et utilisation de, l'eau, assainissement et hygiène ; amélioration des soins de santé materno-infantiles pour un meilleur statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes.

L'approche est modulaire, différents modules pouvant être mis en œuvre indépendamment, sans affaiblir la cohérence globale, et s'articulant au niveau local. Les CRA/CDA/CLA ont un rôle clé dans la planification et le suivi-évaluation des activités (gouvernance locale) et les interventions s'alignent sur les priorités des plans de développement local, le cas échéant.

La mise en œuvre fait appel à toute une gamme d'opérateurs retenus pour leurs rôles spécifiques et/ou valeur ajoutée dans le contexte : coordination REACH des Nations Unies ; services publics pour les tâches régaliennes de l'Etat ; organismes sous tutelle spécialisés (ONDR) ; partenariat public-privé (GRADERT) ; secteur privé pour les marchés ; ONG pour leur savoir-faire au niveau communautaire (ex. santé, hygiène) en ligne avec la politique de contractualisation du gouvernement, et en appui à la redevabilité des entreprises pour l'approche HIMO.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1.1 Passation de marchés (gestion directe)

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Appui au démarrage ²⁸	Services	1	T3/2017

5.4.1.2 Gestion indirecte avec une organisation internationale

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Programme alimentaire mondial (PAM) conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323. Cette mise en œuvre implique l'articulation entre le suivi-évaluation, la budgétisation et les réformes de la gouvernance intersectorielle visant la malnutrition au Tchad. Ce mode de mise en œuvre se justifie car le gouvernement du Tchad a souscrit en 2013 aux efforts de coordination de la lutte contre la malnutrition mené par les agences des Nations unies sous l'auspice du REACH dont le chef de file au Tchad est le PAM.

L'entité en charge réalisera les tâches:

- renforcement des capacités institutionnelles (en particulier du Secrétariat du CNNA) ; accompagnement et suivi des réformes politiques, y compris leur budgétisation, et institutionnelles, de leur efficacité ; développement et mise en œuvre d'une stratégie de communication sur la nutrition dirigée à des audiences diverses.
- Au niveau sub-national, appui technique aux CRA/CDA/CLA, formation et sensibilisation à la malnutrition (en particulier chronique); intégration de la nutrition dans les PDL.

Pour ce faire l'entité réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: le lancement des appels d'offres et à propositions; la définition de l'éligibilité, des critères de sélection et d'attribution ; l'évaluation des offres et proposition ; l'octroi des subventions et des contrats ; la faculté d'agir en tant qu'autorité contractante qui conclut, surveille et gère les contrats, effectue les paiements et collecte les montants dus.

²⁸ Expertise court-terme pour faciliter le démarrage du programme avant la mise en place de l'AT.

5.4.1.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif d'appuyer la mise en place d'un cadre politique, institutionnel et budgétaire adéquat pour la lutte contre la malnutrition chronique, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Tchad conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'octroi de subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et dont le montant maximal est de 100 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière couvre pour un montant de 2 700 000 EUR les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetés, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	<i>Contribution de l'UE (montant en EUR)</i>	<i>Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée</i>
Résultat 1 – « Gouvernance et Budgétisation »	28 600 000	325.000
5.4.1.1 - Passation de marchés (gestion directe) - Appui au démarrage	300 000	0
5.4.1.2–Gestion indirecte avec le PAM (pour REACH)	3 000 000	325 000 (PAM)
5.4.1.3– Gestion indirecte avec le pays partenaire	25 300 000	0
<i>Marchés (services et fournitures)</i>	<i>10 200 000</i>	
<i>Devis-programmes</i>	<i>13 300 000</i>	
<i>Subventions</i>	<i>1 800 000</i>	
Résultat 2 – Insécurité alimentaire et malnutrition chronique réduite dans les populations vulnérables ciblées des trois clusters géographiques	119 800 000	0
5.4.1.3 – Gestion indirecte avec le pays partenaire pour le <i>Volet 1</i> « <i>Systèmes de production et moyens d'existence agro-pastoraux</i> »	57 300 000	0
<i>Marchés (travaux, services/fournitures)</i>	<i>47 000 000</i>	
<i>Subventions</i>	<i>10 300 000</i>	
5.4.1.3. – Gestion indirecte avec le pays partenaire pour le <i>Volet 2</i> " <i>Soins de santé primaire, accès à l'eau, assainissement et hygiène</i> "	62 500 000	0
<i>Marchés (travaux, services/fournitures)</i>	<i>30 000 000</i>	
<i>Subventions</i>	<i>32 500 000</i>	
<i>Passation de marchés – enveloppe totale au titre de la section 5.4</i>	<i>87 000 000</i>	
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	1 600 000	0
5.11 – Communication et visibilité	500 000	0
Provisions pour imprévus	5 500 000	0
Totaux	156 000 000	325 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La structure organisationnelle répond à la double nécessité d'assurer la coordination multisectorielle de l'action aux différents niveaux et la verticalité de la mise en œuvre par des ministères sectoriels.

Le Maître d'ouvrage est le MPP, Ordonnateur national (ON) du FED. La maîtrise d'œuvre sera partagée entre le MPP pour la coordination générale de l'action, l'appui aux CRA/CDA/CLA, et la mise à jour des PDL; et les principaux ministères sectoriels concernés par l'action pour ce qui relève de leurs compétences propres (maîtrises d'œuvre technique) : ministères de la Santé Publique (MSP), de l'Agriculture (MA), de l'Hydraulique (MH), et des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports (MIDT).

Un comité de pilotage sera mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale de la ligne d'action du projet. Regroupant les représentants des ministères concernés, avec la DUE comme observateur, et à titre consultatif des représentants de la société civile, et présidé par l'ON. Il se réunira au moins une fois par an.

Un comité de suivi opérationnel sera mis en place pour le suivi opérationnel et technique du projet (aspects techniques, administratifs et financiers) sous la présidence du MPP et se réunira au moins tous les trois mois, et sur une base *ad hoc*.

Une cellule de coordination sera installée auprès de chacune des maîtrises d'œuvre pour assurer la coordination des activités relevant de leur compétence, la coordination avec d'autres institutions concernées (élevage, environnement, aménagement du territoire, etc.), les activités régionales, et faciliter le dialogue intersectoriel. Le fonctionnement et les activités de chaque cellule de coordination sera assuré par un devis programme (DP). Chaque cellule de coordination aura un coordonnateur national (également régisseur du DP), désigné par l'ON du FED sur la base de 3 CV proposés par le Maître d'Œuvre, après approbation de la délégation de l'Union européenne (DUE), appuyé par un comptable d'autres personnels à préciser, et soutenu par une assistance technique. Les personnels sauf coordonnateur seront recrutés après publication des postes. Chaque cellule de coordination sera responsable pour la formulation des dossiers d'appels d'offre pour les marchés et des lignes directrices pour les subventions, le suivi des activités de terrain, la facilitation des audits techniques et financiers et le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations. Ces activités de suivi renseigneront également les indicateurs de l'action et contribueront à la réalisation du résultat 1, gouvernance et budgétisation.

Une provision est faite pour un appui au démarrage (services), des études spécifiques et un suivi d'impact.

Une convention de délégation sera signée avec le PAM (en tant que représentant légal du REACH).

Une assistance technique sera amenée dans les différents domaines couverts : i) coordination et développement local ; ii) santé/nutrition ; iii) hydraulique et assainissement ; iv) agriculture et génie rural ; v) désenclavement rural, au travers de contrats de service (de façon indicative 2).

La mise à jour des plans de développement local pour l'intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle se fera de préférence sous une subvention à l'ONDR (alternativement par subvention à une/des ONG ou au travers du DP du MPP). L'ONDR est un organisme sous tutelle du Ministère de l'Agriculture avec pour mission d'encadrer le monde rural et appuyer les producteurs agricoles. L'ONDR est la seule organisation ayant les compétences techniques et la capacité administrative du fait de sa présence dans chaque région du Tchad sauf celle du Lac. L'ONDR jouit dans ces circonstances d'un monopole de fait pour les actions envisagées.

Trois contrats de services (Maîtrise d'œuvre déléguée - MOD) seront passés pour la préparation et supervision des contrats de travaux (hydraulique et assainissement, aménagements hydroagricoles, pistes rurales).

Les travaux pour les volets accessibilité et mobilité rurales et aménagements hydroagricoles (volets 1 et 2 du Résultat 2) seront confiés à des entreprises privées par des marchés de travaux adaptés pour une haute intensité de main d'œuvre là où pertinent.

Un contrat de service sera conclu en gré à gré avec le GRADERT, groupement d'intérêt économique établi par la réforme du secteur des transports pour renforcer les capacités des acteurs du secteur, et jouissant dès lors de capacités techniques spécifiques dans le secteur, pour permettre l'encadrement et l'appui aux acteurs non publics (ONG et privés) impliqués

dans l'entretien routier rural, et si pertinent, aux PME de génie rural (y compris hydraulique agricole). Des subventions à ONG permettront de s'assurer du respect de la dimension sociale et la transparence de l'approche HIMO (réalité et régularité des transferts monétaires aux ruraux employés sur les chantiers) et de l'organisation et structuration des communautés pour la pérennisation de cet entretien.

Les réalisations en matière d'eau et assainissement feront l'objet de marchés de travaux tandis que l'aspect « soft » du WASH (eau, assainissement et hygiène) sera confié à des ONG au travers de subventions.

La prévention de la malnutrition par le paquet minimum d'activités sera également confiée à des (consortia d') ONG (contrats de subvention), en ligne avec la politique de contractualisation.

La subvention à l'ONDR (voir ci-dessus) couvrira également l'appui aux filières, organisation des producteurs, appui aux moyens de transport intermédiaires, et a mise en valeur des aménagements hydroagricoles (résultat 2).

Le financement du FED couvrira jusqu'à 100% des coûts éligibles des subventions aux ONGs comme à l'ONDR. En effet, les ONG actives au Tchad sont peu nombreuses et déjà très sollicitées pour faire face aux multiples défis que rencontre le pays (crises alimentaire et sécuritaire); il leur serait dès lors difficile de mobiliser des financements. Ceci facilitera également la participation d'ONG locales, le cas échéant. En raison des difficultés budgétaires rencontrées par le Tchad, le financement public à l'ONDR est également sous pression.

Les appels d'offres pour les contrats d'assistance technique institutionnelle, les appels d'offre pour les contrats de service pour le design et la supervision des travaux (MOD), ainsi que les appels à propositions pour les subventions pour la prévention de la malnutrition seront lancés avec clause suspensive avant l'adoption de la décision de financement en vue d'accélérer la contractualisation et maximiser la période effective d'activité dans la durée du programme.

Les mesures d'accompagnement auxquelles le Gouvernement du Tchad s'engage sont:

Gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle:

- Opérationnaliser le CNNA ;
- Budgétiser les politiques et protéger les dépenses prioritaires dans les secteurs concernés par la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;

Santé publique

- Mettre à jour, budgétiser et adopter le Paquet minimum d'activités ;
- Mettre en cohérence les politiques de santé de base et opérationnaliser les politiques de santé communautaire et de contractualisation ;

Eau, et assainissement :

- Adopter le schéma directeur pour l'eau et l'assainissement (SDEA) mise à jour et mettant l'accent sur l'assainissement ;
- Assurer la fonctionnalité des structures déconcentrées du ministère (délégations régionales / Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion /laboratoires) pour le suivi-contrôle des ouvrages et le respect des normes techniques et de qualité ;

Transport rural

- Adopter une stratégie de transport remise à jour avec un accent sur le désenclavement rural ;
- Elargir le mandat du FER/AGER à l'entretien des pistes rurales (ou confier ce dernier à une agence nationale de travaux d'intérêt public) et sanctuariser l'approvisionnement du FER.

Sécurité alimentaire et agriculture durable

- Pérenniser le dispositif national de gestion et prévention des crises alimentaires y compris le financement du système d'information sur la sécurité alimentaire (SISAAP);
- Assurer le financement adéquat de l'ONDR;
- Adopter et mettre en œuvre du plan d'action de la politique semencière.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux²⁹. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance et à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandées par la Commission ainsi que des missions communes.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la mise en œuvre selon le calendrier prévu, la réalisation des hypothèses et gestion des risques, l'appropriation et les progrès en matière de gouvernance et budgétisation sectorielles, la pérennisation de mécanismes de financement du développement local, le système d'information et la construction d'une base d'évidence sur les résultats, ainsi que la mise à échelle de certaines composantes sous divers instruments de financement, le cas échéant.

L'évaluation finale ou ex post sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier de l'importance de la composante d'investissements dans les clusters géographiques pour la capitalisation et mise en relation investissements-impacts, et de celle de la composante gouvernance et budgétisation pour la formulation des politiques.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur

²⁹ Le suivi comprend également la mise en place des valeurs de référence pour tous les cas où les données ne sont pas disponibles. Les données de base seront recueillies au cours des missions de démarrage, avant les appels d'offres/propositions et seront affinées par les opérateurs au début de la mise en œuvre. Des études comme SMART, EDS, MICS, ENSA sont organisées régulièrement par le gouvernement ou par des organisations internationales. Les données de routine sont disponibles chez les ministères techniques (SISAAP, SIS). La mise en réseau graduelle des données est un des objectifs du travail de la CNNA.

fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation en fin d'année 2 et d'année 5.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu six marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre, en années 2, 4 et 5.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Outre la visibilité assurée par les bénéficiaires de contrats, elle sera assurée séparément grâce à une allocation de 500 000 EUR, en gestion indirecte par le pays partenaire et gestion directe par la Commission européenne, par des marchés spécifiques de services (y compris éventuellement contrats-cadres) et fournitures, contrats qui seront conclus, à titre indicatif en années 2 et 3 et au nombre de 5.

6 CONDITIONS PREALABLES

Il n'y a pas de conditions préalables.

APPENDIX – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)³⁰

Le cadre logique sera renseigné par des études préalables au démarrage du projet permettant d'établir les valeurs de départ et les améliorations attendues compte-tenu des activités. Certains indicateurs pourraient être remplacés / retirés de la liste

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Promouvoir le développement socio-économique du Tchad par une réduction de la malnutrition	Prévalence du retard de croissance des enfants <5ans* au Tchad.	40% (EDS-MICS 2014/15) 29% SMART ³¹ (2015)	Au niveau national : 32% EDS (2022) (- 8% en 2022 = objectif du Tchad à l'Assemblée Mondiale de la Santé 2012 <i>Contribution UE TBD</i>	Enquêtes annuelles (MICS, SMART)	
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	Contribuer à une réduction significative de la prévalence de la malnutrition chronique au Tchad.	1 - Revues annuelles multisectorielles: sécurité alimentaire et nutritionnelles, aspects techniques et budgétaires* 2 - Progression du Score d'évaluation de la plateforme SUN 3 - Prévalence moyenne pondérée d'insécurité alimentaire globale dans les zones ciblées*	0 55% (2015) 26% (Enquête nationale de la sécurité alimentaire (ENSA) 2014)	1x/an à mi année > Y2 80% (2022) A définir au début du projet	Comptes rendus des réunions Point focal SUN Enquêtes ENSA	Stabilité politique et conditions de sécurité ne se dégradent pas Prise en compte des thématiques transversales (genre, résilience, adaptation au changement climatique, protection sociale...)

³⁰ Indiquer «*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «**» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

³¹ Les enquêtes EDS-MICS et SMART correspondent à des méthodologies différentes et leurs résultats ne sont donc pas interchangeables. L'évolution de chacun d'eux est néanmoins significative. L'enquête SMART est annuelle au Tchad, celle d'EDS-MICS moins fréquente.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Produits	R.1. La gouvernance et la budgétisation sectorielles sont renforcées.	Exécution budgétaire chapitres sectoriels du plan quinquennal, pertinents à la SAN en particulier nutrition, agriculture, eau, assainissement, et hygiène, transport rural	Suivi annuel du PND (2013-15)	Suivi annuel du plan quinquennal 2016-2020	Rapport annuel de mise en œuvre du plan quinquennal	
		Statut du PMA	PMA de 1993	Adoption fin Y1 du nouveau PMA budgétisé et 90% mise en œuvre (Y5)	Document PMA Rapports ONG	
		Opérationnalisation des politiques et stratégies de SAN (plan d'action, budget, cadre de suivi d'exécution technique et budgétaire et de résultats) : PAINA, PNISR 2016-22, SDEA, PNDS 2016-2020, PQDAT 2013-18 Statut des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) sectoriels: santé, agriculture, eau	Les politiques et stratégies de SAN ne sont pas opérationnelles. Les CDMT sectorielles ne sont pas adoptées	100% des politiques et stratégies de SAN sont opérationnelles (Y3) Les CMDT sont adoptées (Y3)	Documents correspondants. Revue annuelle des dépenses sectorielles CDMT sectorielles	
		Instances de coordination multisectorielle fonctionnelles	0 Réunion CNNA (Y-1) 4 Réunions comité technique du CNNA	2x/an CNNA >4 fois/an	Comptes rendus des réunions, suivi des recommandations et actions	
		Disponibilité de données de routine fiables, régulières, exploitables en temps réel en matière de santé, sécurité alimentaire et d'information des marchés	A définir au début du projet	A définir au début du projet	SISAAP SIM/SIMPA SIS	Evolution des SIM vers une information adaptée aux besoins des producteurs et/ou organisations faitières
		Proportion des plans de développement local (PDL) sensibles au genre, à la nutrition et à la sécurité alimentaire	A définir au début du projet.	100% fin Y2	Rapport ONDR, CRA	Continuité dans la volonté politique d'appuyer le dispositif décentralisé de sécurité alimentaire et nutritionnelle
	R.2 Les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique parmi les populations vulnérables ciblées sont réduits de façon significative dans trois clusters géographiques très affectés par la malnutrition chronique.	Accroissement des rendements (tonnes/ha) des cultures vivrières pluviales	A définir au début du projet.	A définir au début du projet (30-50% à confirmer) Y5 selon la culture. < 5% chaque année (limitation de la baisse de production)	Enquêtes agricoles annuelles (DSA) Rapports ONDR CRA Rapports systèmes SISAAP, SIMPA et SIM bétail	Stratégies nationales pour le développement des filières porteuses sont élaborées et adoptées
		Stabilisation des productions agro-pastorales dans les régions ciblées				
		Production maraîchage (sur 8.000 ha nouvellement aménagés)	0	A définir au début du projet.	Rapports ONDR	
		Proportion des ménages qui s'endettent pour l'achat de nourriture	Ouaddaï 27.7% Wadi Fira 30.5% Guéra 37.0% Tandjilé 18.1% Logone occidentale 19.3% (ENSA 2014)	Réduction à définir au début du projet	ENSA	

	Evolution du prix du transport (sac 100kg) du champ au marché et du marché hebdomadaire au régional	A définir au début du projet.	-50% TBC	Marchés hebdomadaires	
	% de marchés hebdomadaires accessibles aux petits camions en saison des pluies et de décrue	A définir au début du projet.	Fin Y2 40% Fin Y3 80% Y5 100% TBC	Marchés hebdomadaires	
	Ecart prix bord du champ – marché régional pendant les 3 mois post récolte et contre-saison	A définir au début du projet.	-5% Y3, -10% Y4, -15% Y5 -20% Y6 TBC	Enquête spécifique ONG	
	Nombre de personnes recevant des services de conseil avec l'appui de l'UE ** (et proportion de femmes et de jeunes)	0	A définir au début du projet.	Rapports ONDR et programme	
	Nombre de personnes <i>[en insécurité alimentaire]</i> bénéficiant de programmes de transferts sociaux UE ** (HIMO) (et proportion de femmes et de jeunes)	0	à déterminer (estim 5 M€ à raison de 7-15€/pers/j)	Rapports ONG travaux HIMO	
	Prévalence de la malnutrition aigüe chez les U5 dans les zones d'intervention	Ouaddaï 18.8% Wadi Fira 16.9% Guéra 15.6% Tandjilé 7.6% Logone occidentale 9.6% (EDS-MICS 2014/15)	Diminution d'un échelon sur l'échelle OMS concernant la prévalence de la MAM (TBC)	SIS districts / EDS-MICS	
	Prévalence du retard de croissance chez les U2 dans les zones d'intervention */**	% à définir au début du projet (EDS-MICS 2014/15)	A définir au début du projet.	SIS districts / EDS-MICS	
	Changement des comportements concernant les bonnes pratiques familiales	Taux d'allaitement précoce (23%) et exclusif <1%	% à définir au début du projet	EDS, MICS, SMART et ONG	
	Diarrhées chez les U5 dans les régions ciblées par le projet (Prévalence dans les 15 jours avant enquête)	22% globalement (EDS-MICS)	Diminution à 10% (TBC)	SIS EDS-MICS et SMART	
	Taux d'utilisation de sources d'eau potable améliorée *	A définir au début du projet.	Augmentation à définir au début du projet	Rapports annuels délégations régionales du MH, ONG pour WASH	Bonne réceptivité des populations sur les thèmes de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement
	% des ménages qui ont des pratiques de stockage sécurisé de l'eau de boisson dans les zones d'intervention	A définir au début du projet.	Augmentation à définir au début du projet		
	Taux d'utilisation d'installations sanitaires améliorées *	A définir au début du projet.	Augmentation à définir au début du projet		
	% des mères qui ont des pratiques de lavage des mains appropriées	A définir au début du projet.	Augmentation à définir au début du projet		
	Nombre de femmes et d'enfants bénéficiant de programmes de nutrition appuyés par l'UE **	0	Augmentation à définir au début du projet	Rapports programme	

* Document programmatique / ** cadre de résultats de l'UE

Note: Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les

produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.